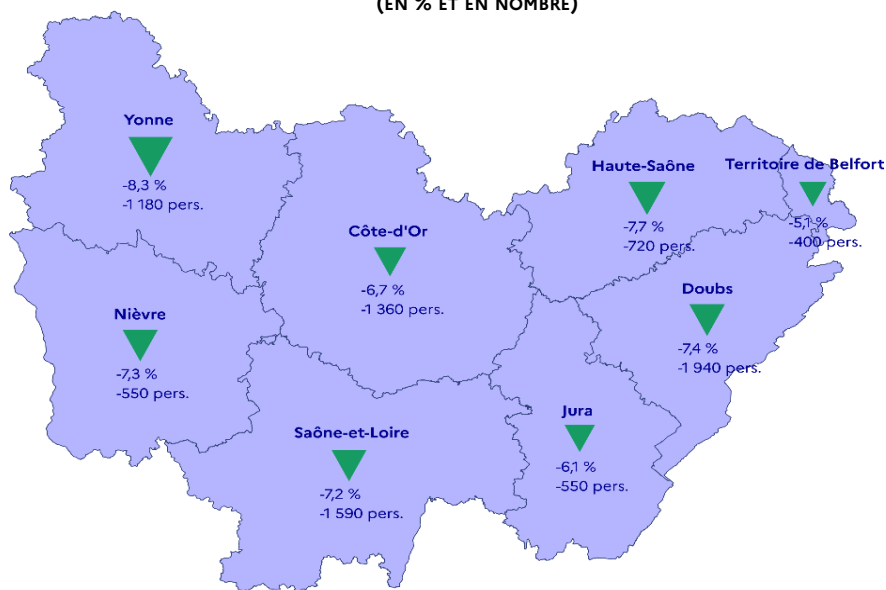


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **7 430** (- 5,1 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 610** (+ 4,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **12 040** (- 1,6 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **13 560** (- 1,8 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **304**
Cat. G : **1 769**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

9,1 % au 1^{er} trimestre 2025
+ 0,3 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

48 310 au 1^{er} trimestre 2025
- 1,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 170 intérimaires au 1^{er} trimestre 2025
- 5,6 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

Au premier trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Territoire de Belfort recule de 1,2 %, soit une perte d'environ 580 postes par rapport au 4^e trimestre 2024. Hors intérim, certains secteurs résistent. Le commerce et l'agriculture maintiennent globalement leurs effectifs. Les services marchands enregistrent une dynamique en berne, impactés par la contraction des activités destinées aux ménages ainsi que par le secteur de l'information et de la communication. Du côté des services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, la tendance est également à la baisse. Dans le secteur de la construction, les difficultés persistent avec une chute marquée de 2,8 %. L'industrie, quant à elle, est fortement pénalisée par le ralentissement économique, et subit des lourdes pertes, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (-31 %). Le recours à l'intérim enregistre une nette baisse de 5,6 %, touchant uniquement le secteur des services. L'usage de l'activité partielle diminue par rapport à la fin 2024. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 1,5 % sur un an, soit 60 foyers supplémentaires.

Au deuxième trimestre 2025

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle s'accroît par rapport au premier trimestre, surtout dans l'industrie. Sur un an, les défaillances d'entreprises sont en recul menaçant près de 200 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises progressent, avec près de 130 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement, notamment en raison d'un bond des sorties des listes de France Travail. Ce changement résulte principalement d'une évolution des règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. En début d'année, certaines personnes restaient inscrites sans avoir à s'actualiser, ce qui augmentait artificiellement les chiffres. Depuis avril, ces règles ont changé, entraînant une régularisation du nombre d'inscrits et une hausse mécanique des sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Territoire de Belfort :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	7 430	-5,1	+6,4
Catégories B, C	4 610	+4,8	-0,6
Catégories A, B, C	12 040	-1,6	+3,6
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	108 240	-7,1	+7,1
Catégories B, C	95 380	+3,0	+0,7
Catégories A, B, C	203 620	-2,7	+4,0
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	168 610	-0,9	+2,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Territoire de Belfort :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	660	-4,3	-5,7
Catégorie E	870	-2,2	-2,2
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	304	/	/
Catégorie G	1 769	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 890	-2,2	-1,8
Catégorie E	12 390	-3,1	-3,9
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	7 604	/	/
Catégorie G	25 965	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

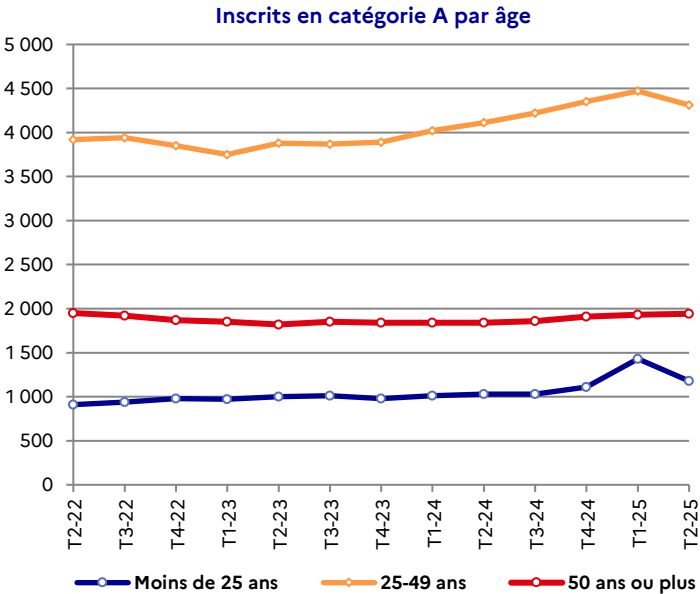
Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 950	-4,8	+8,5	-6,8	+7,6
< 25 ans	630	-20,3	+16,7	-18,3	+22,8
25 - 49 ans	2 290	-2,1	+6,5	-4,7	+5,6
50 ans ou plus	1 020	0,0	+7,4	-3,0	+3,7
Femmes	3 480	-5,7	+4,2	-7,4	+6,6
< 25 ans	550	-15,4	+14,6	-17,8	+21,0
25 - 49 ans	2 020	-5,2	+3,1	-6,0	+4,3
50 ans ou plus	910	0,0	+1,1	-3,3	+4,0
Total	7 430	-5,1	+6,4	-7,1	+7,1
< 25 ans	1 180	-17,5	+14,6	-18,0	+22,1
25 - 49 ans	4 310	-3,6	+4,9	-5,3	+5,0
50 ans ou plus	1 940	+0,5	+5,4	-3,2	+3,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :
Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 220	-1,1	+5,4	-2,6	+4,8
< 25 ans	940	-11,3	+9,3	-10,0	+15,5
25 - 49 ans	3 750	+1,4	+4,5	-1,2	+3,3
50 ans et plus	1 530	0,0	+4,8	-0,9	+2,7
Femmes	5 820	-2,0	+1,7	-2,7	+3,2
< 25 ans	790	-8,1	+9,7	-9,0	+14,7
25 - 49 ans	3 460	-2,0	+2,1	-2,0	+1,8
50 ans et plus	1 570	+1,3	-2,5	-0,9	+1,1
Total	12 040	-1,6	+3,6	-2,7	+4,0
< 25 ans	1 730	-9,9	+9,5	-9,5	+15,1
25 - 49 ans	7 210	-0,3	+3,3	-1,6	+2,5
50 ans et plus	3 100	+0,6	+1,3	-0,9	+1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 790	-4,9	-0,1	-5,7	+3,6
DELD :					
1 à 2 ans	2 540	+6,7	+23,3	+2,6	+7,2
2 à 3 ans	970	0,0	0,0	+0,3	+9,4
3 ans et plus	1 750	0,0	-2,2	+0,7	-1,6
Total DELD	5 250	+2,9	+8,9	+1,5	+4,5
Part des DELD	43,6%	+1,9 pt	+2,1 pt	+1,8 pt	+0,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	123	-5	-3,6	-345	-13,6
Fin de mission d'intérim	50	-42	-45,5	-338	-24,7
Démission	38	-7	-14,9	-140	-14,0
Rupture conventionnelle	62	+2	+3,9	-26	-2,2
Licenc. économique	32	+5	+17,3	+18	+4,8
Autre licenciement	65	-6	-8,8	-34	-2,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	28	-16	-36,2	-172	-28,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	201	-44	-17,9	-491	-13,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	172	-62	-26,6	-585	-17,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	502	+398	+383,0	+7 701	+620,2
Motif indéterminé	73	-27	-27,2	-336	-22,6
Total	1 347	+197	+17,1	+5 251	+29,0

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

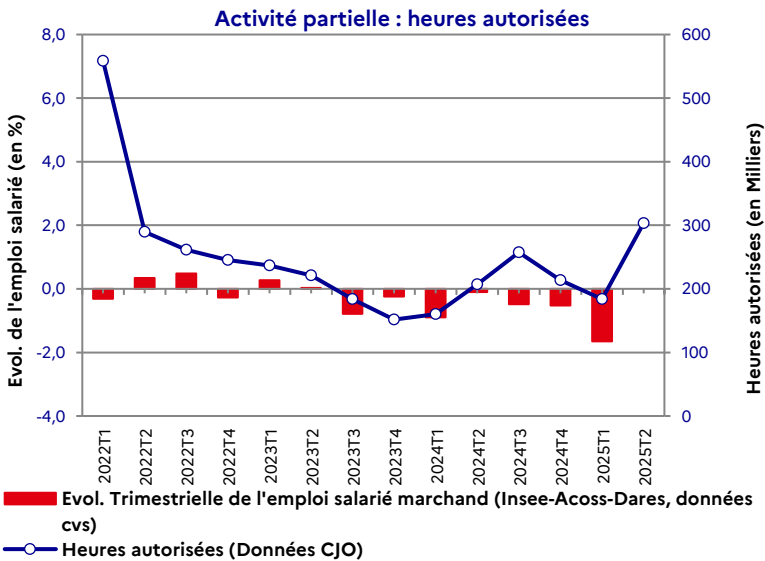
Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	112	-31	-21,9	-428	-17,2
Entrée en stage ou formation	109	+8	+8,3	-47	-2,7
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	110	+8	+7,5	-11	-0,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	958	+409	+74,4	+7 498	+78,9
Radiation administrative	72	-64	-46,8	-634	-33,2
Autre cas ⁽³⁾	131	+31	+31,3	+1 171	+78,6
Total	1 492	+361	+31,9	+7 549	+40,0

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Activité partielle

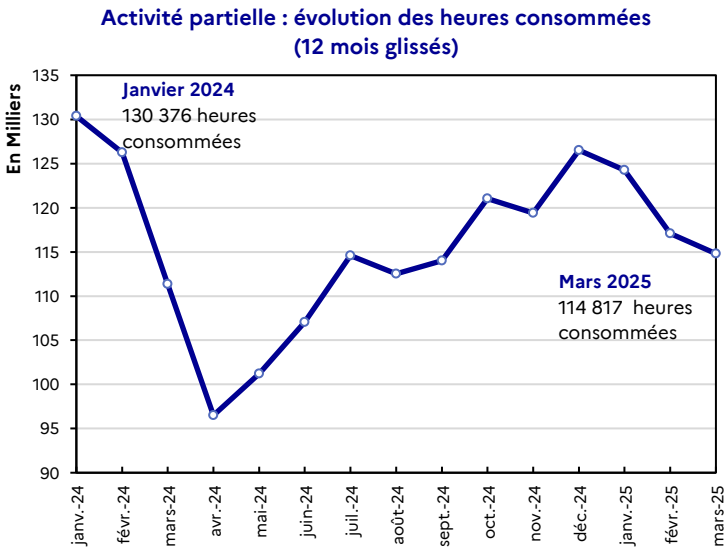
Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T1 2025	T2 2025
Nombre de demandes en cours		35	46
Volume d'heures autorisées		183 836	303 213
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		169 114	284 761
Construction		1 874	9 561
Commerce		1 130	1 180
Services		11 718	7 711
Etablissements autorisés		33	36
dont :	étabs de 50 sal. et plus	9	9
Nombre de salariés concernés**		1 214	722
Total heures autorisées 12 mois glissés		861 673	958 081

Source : DARES/Dreets BFC
* corrigées des effets des jours ouvrables
** en moyenne sur le trimestre



Données brutes		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T4 2024	T1 2025
Nombre d'heures consommées*		33 245	20 137
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		27 627	17 101
Construction		0	27
Commerce		0	154
Services		5 619	2 855
Etabs ayant consommé des heures		18	21
dont :	étabs de 50 sal. et plus	5	5
Nombre de salariés concernés**		373	293
Total heures consommées 12 mois glissés		126 505	114 817

Source : DARES/Dreets BFC
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre
Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		436	+18,2
dont :			
Entreprises individuelles		44	+41,9
Micro-entrepreneurs		306	+15,0
Sociétés		86	+19,4
Cumul sur 12 mois glissés		1 644	+5,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		130	+26,2
Cumul sur 12 mois glissés		488	+7,7

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).
Avertissement :
Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		26	-13,3
dont :			
Sauvegardes		s	s
Redressements judiciaires		11	n.s.
Liquidations judiciaires directes		15	-44,4
Nombre d'emplois menacés		185	n.s.
dont :			
Agriculture		s	s
Industrie		31	n.s.
Construction		11	-31,3
Commerce		10	+66,7
Services		133	n.s.
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		107	-15,1

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE
n.s. : non significatif
s : secret statistique

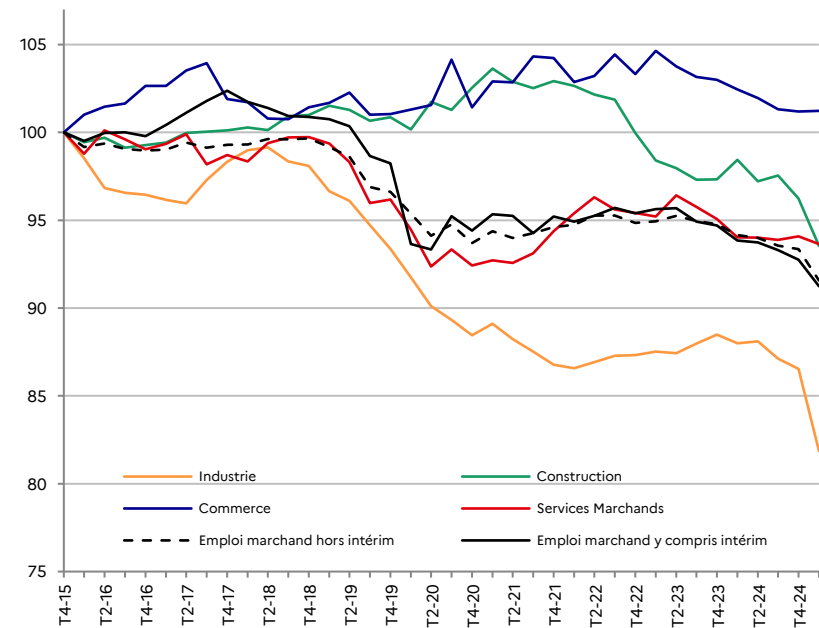
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)		Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
		Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
			Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
			en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	110	0	-0,3	+10	+10,8	110	0	-0,3	+10	+11,1	
Industrie	6 990	-400	-5,4	-520	-7,0	7 600	-350	-4,4	-560	-6,8	
Industrie agro-alimentaire	530	-10	-2,2	-10	-1,7	550	-10	-2,0	0	-0,0	
Industries extractives, énergie, eau, déchets	290	0	-0,1	+10	+4,2	310	0	+1,3	+20	+6,1	
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 540	0	+0,2	+20	+1,0	2 650	+10	+0,3	+30	+1,1	
Matériels de transport	750	-340	-31,0	-350	-32,1	910	-320	-25,9	-360	-28,6	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 890	-60	-1,9	-200	-6,4	3 190	-30	-1,1	-240	-7,0	
Construction	2 060	-60	-2,8	-110	-5,0	2 210	-70	-2,9	-90	-3,8	
Commerce ; réparation auto.	5 450	0	+0,0	-70	-1,2	5 560	+20	+0,4	-70	-1,3	
Services marchands	12 030	-60	-0,5	-50	-0,4	12 440	-60	-0,5	-70	-0,6	
Transports et entreposage	1 830	+30	+1,4	+50	+3,0	1 950	+30	+1,8	+30	+1,4	
Hébergement et restauration	1 590	0	-0,0	0	-0,1	1 610	-10	-0,4	0	-0,2	
Information et communication	770	-30	-3,6	-90	-9,9	770	-30	-3,6	-90	-9,9	
Services financiers	790	0	+0,4	+10	+1,1	810	0	+0,3	+20	+2,5	
Services immobiliers	430	+10	+1,4	-10	-1,7	440	0	+0,8	-10	-2,3	
Services aux entreprises	5 000	-20	-0,3	+10	+0,3	5 240	-20	-0,3	+40	+0,7	
Services aux ménages	1 610	-50	-2,8	-30	-2,0	1 620	-50	-2,9	-60	-3,4	
Services non marchands	20 390	-120	-0,6	-80	-0,4	20 390	-120	-0,6	-90	-0,4	
Ensemble	47 020	-630	-1,3	-820	-1,7	48 310	-580	-1,2	-860	-1,8	

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreet BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

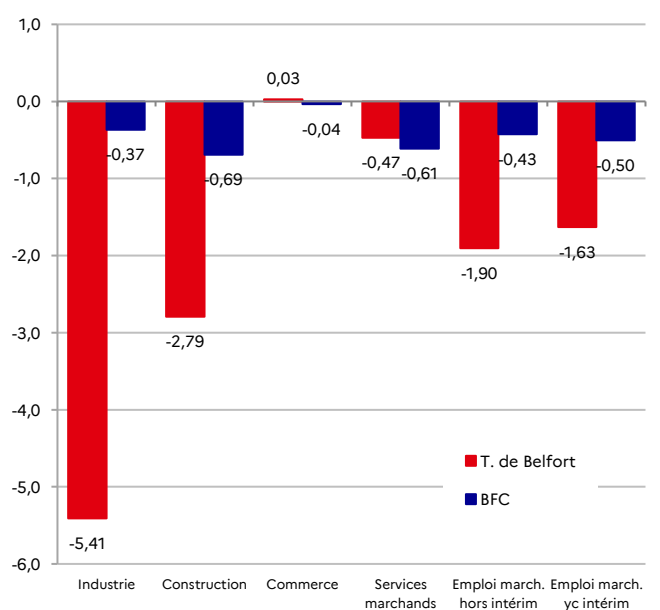
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional
(entre le 4^{ème} trim. 2024 et le 1^{er} trim. 2025 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1 ^{er} trimestre 2025										
(Données CVS)										
Agriculture	s	s	s	0,9	+0,9	s	s	s	5,1	s
Industrie	610	+9,1	-15,0	8,1	-0,7	560	-6,7	-24,3	2,7	-0,9
Construction	150	+1,7	+10,3	6,9	+0,9	140	-6,7	+7,7	4,4	+1,2
Commerce	80	+10,7	-16,8	1,4	-0,2	80	0,0	0,0	2,1	-0,3
Services	330	-28,5	-17,6	2,6	-0,5	350	-18,6	-16,7	1,6	+0,2
Ensemble	1 170	-5,6	-13,2	4,2	-0,5	1 130	-11,0	-17,5	2,4	-0,2

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

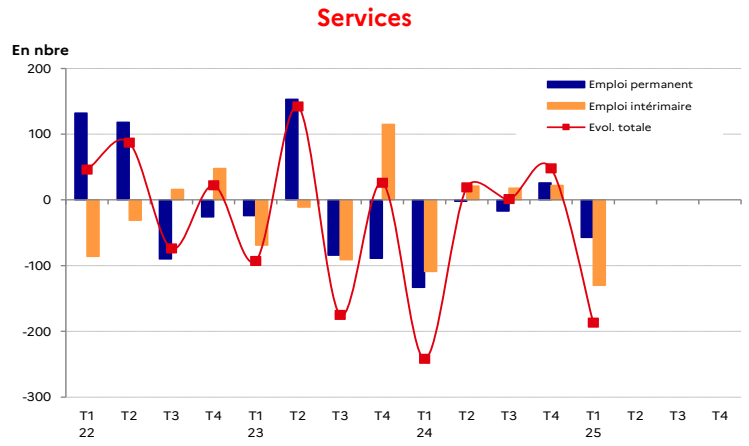
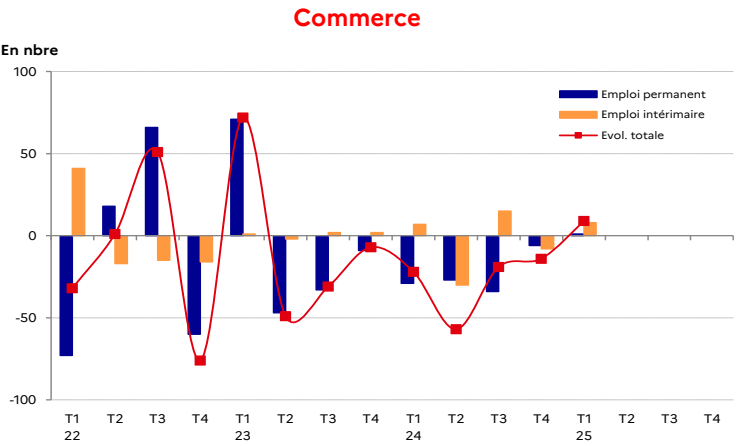
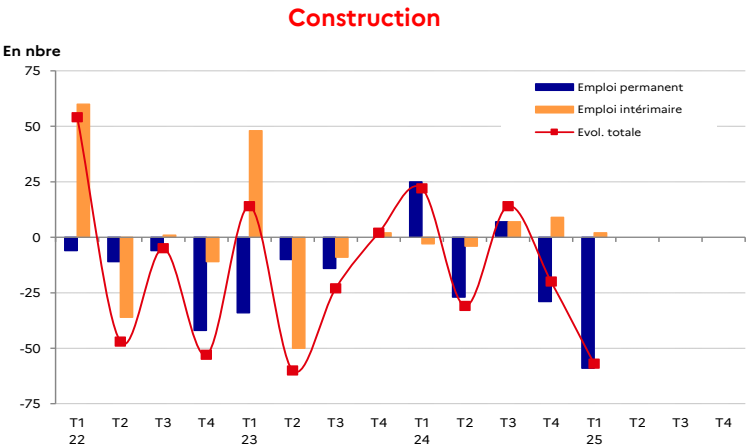
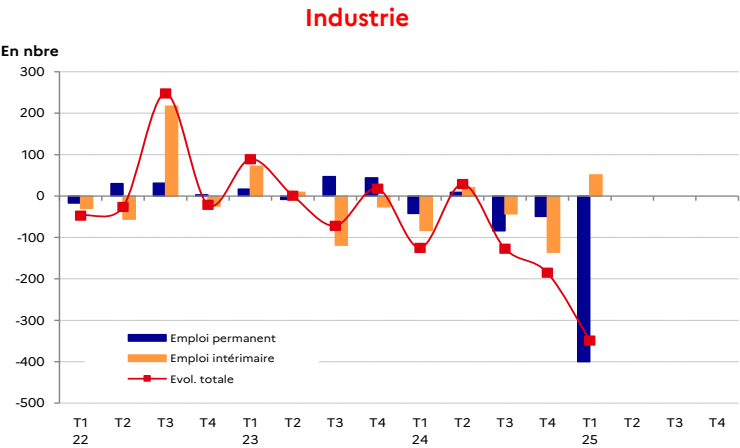
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2025						
Embauches		237	171	732	5 677	6 817
Répartition en %		3,5	2,5	10,7	83,3	100,0
dont en % :						
CDD		42,6	58,5	69,7	86,1	82,1
< 25 ans		27,8	19,3	42,5	25,5	27,3
25 - 49 ans		56,5	62,6	38,9	46,6	46,5
50 - 54 ans		5,9	6,4	6,6	9,6	9,1
55 ans ou plus		8,0	9,4	10,8	17,5	16,3
Femmes		36,7	6,4	53,1	67,9	63,7
Sorties		282	175	751	5 631	6 839
Répartition en %		4,1	2,6	11,0	82,6	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		24,1	29,1	62,5	82,8	76,8
dont CDD < 1 mois		57,4	29,4	67,6	88,8	86,0
Démissions		20,9	30,9	13,8	6,7	8,7
Licenciements économiques		2,8	1,7	0,4	0,3	0,5
Licenc. non économiques		15,2	15,4	7,9	3,0	4,3
Retraite		9,2	5,1	1,7	1,2	1,7
Ruptures Conventionnelles		10,6	5,7	5,3	1,7	2,5
< 25 ans		19,5	26,3	41,1	24,5	26,2
25 - 49 ans		48,9	53,7	38,5	46,0	45,5
50 - 54 ans		7,1	5,1	7,5	9,5	9,1
55 ans ou plus		23,0	11,4	12,1	19,2	18,4
Femmes		40,1	12,6	54,2	68,4	64,3

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 42,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,5 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

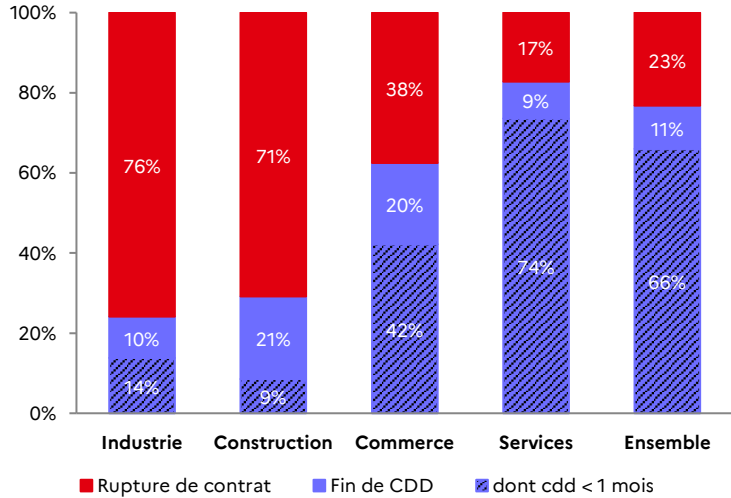
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

[https://dares.travail-](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre)

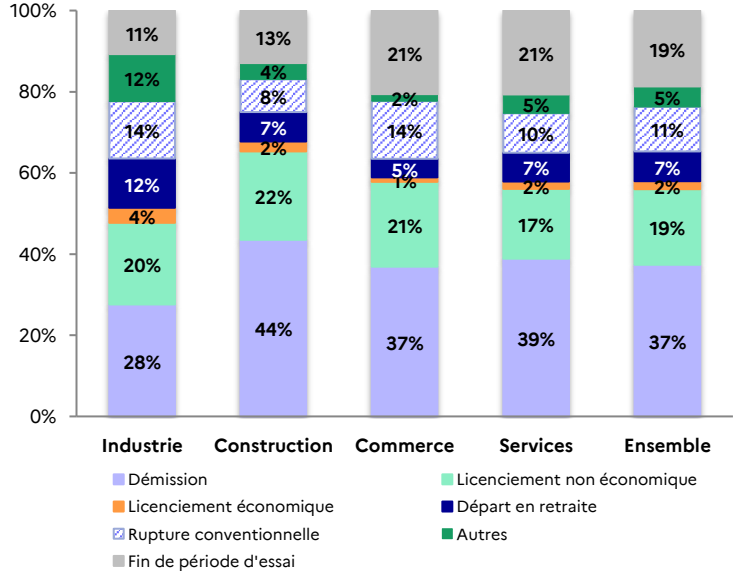
[emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre)

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 42 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 28 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		11,0	57,0	14,4	17,6	51,2	29,5
Embauches		1 859	3 172	617	1 109	4 341	1 156
dont en % :							
CDD		81,9	78,5	85,1	91,5	86,9	85,7
Sorties		1 792	3 114	619	1 257	4 396	1 128
dont en % :							
Fins de CDD		77,7	74,5	82,9	78,3	82,8	83,0
dont CDD < 1 mois		86,7	83,8	86,5	90,8	87,8	88,6
Démissions		8,8	11,2	6,3	3,3	6,4	6,8
Licenciements économiques		0,0	0,5	0,0	1,1	0,3	0,0
Licenc. non économiques		5,6	4,1	3,7	3,3	3,1	4,3
Retraite		0,0	0,0	0,0	9,3	1,3	0,0
Ruptures Conventionnelles		0,7	3,8	2,7	1,9	2,1	0,4

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,5 % ont signé un CDD.

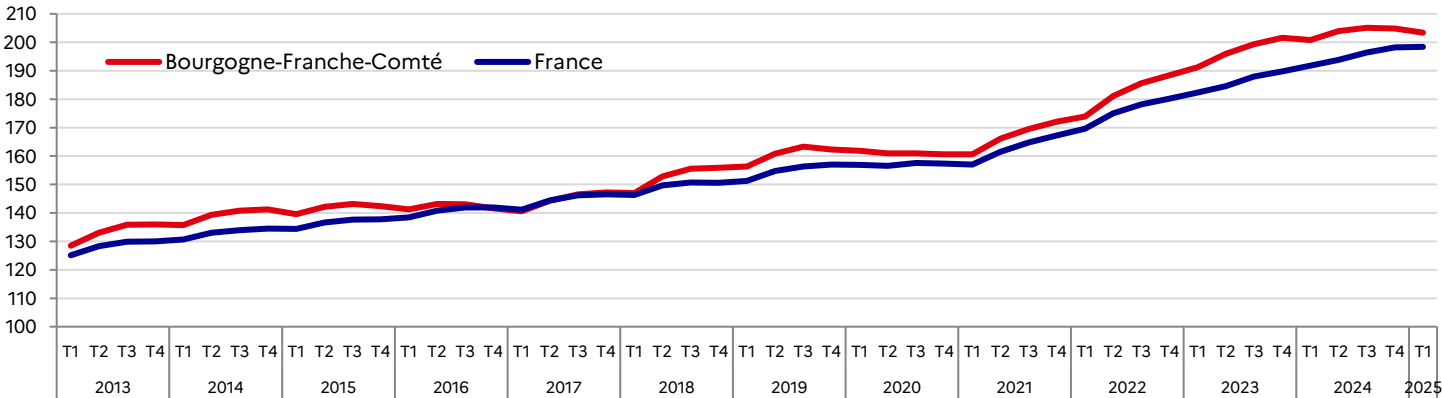
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 110	22,6	-0,3	-130	-0,1	248	0,5	-4,2	+13	+5,5
Doubs	230 293	197 360	19,9	-0,3	-1 720	-0,9	33 926	70,8	-0,8	+292	+0,9
Jura	107 034	87 330	8,8	-0,2	-730	-0,8	7 933	16,5	-0,1	+228	+3,0
Nièvre	71 592	64 160	6,5	-0,0	-410	-0,6	25	0,1	0,0	0	0,0
Haute-Saône	93 962	68 180	6,9	-0,3	-1 260	-1,8	804	1,7	-0,1	+26	+3,3
Saône-et-Loire	214 640	191 420	19,3	-0,4	-1 920	-1,0	248	0,5	0,0	+13	+5,5
Yonne	128 463	109 300	11,0	-0,3	-580	-0,5	40	0,1	+8,1	+9	+29,0
Territoire de Belfort	55 890	48 310	4,9	-1,2	-860	-1,8	4 720	9,8	-1,1	+21	+0,4
BFC	1 130 545	990 180	100,0	-0,3	-7 620	-0,8	47 944	100,0	-0,7	+602	+1,3

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

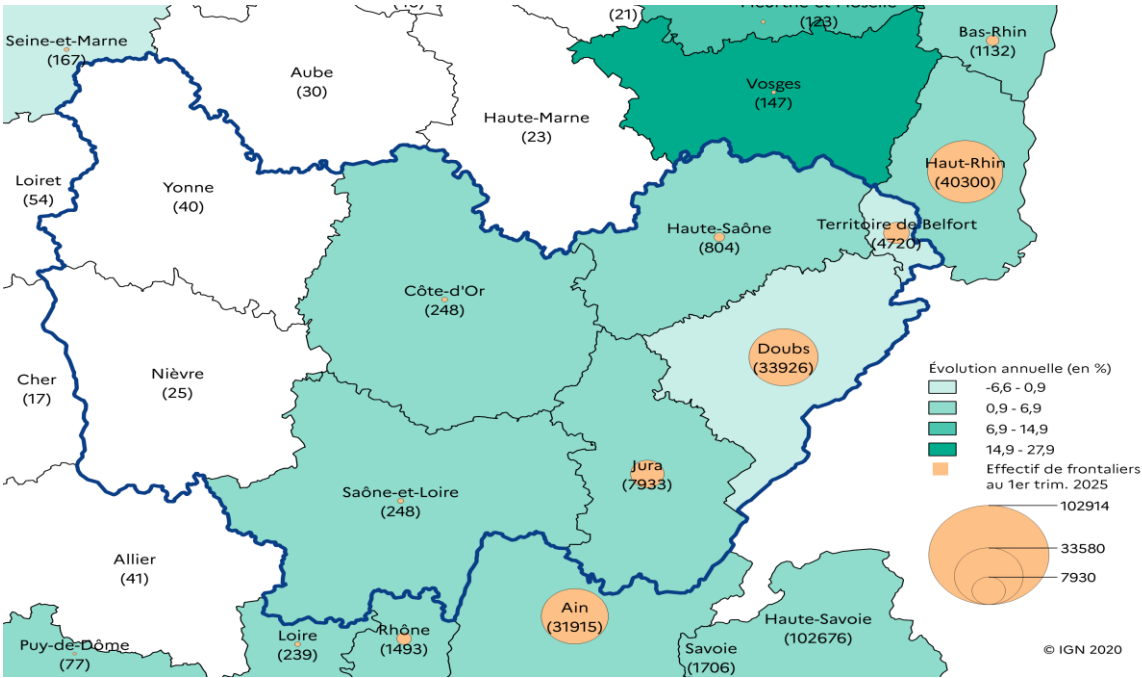
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 0,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 926 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	2025	cumul 24	cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	146	331	-14,7	+12,5
dt résidents QPV	41	85	-32,5	+9,1
CEJ*	102	265	-15,6	-7,0

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T4	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	40	150	-21,9	-25,6
jeunes	12	48	-26,2	-31,2
seniors	16	41	-29,3	-13,1
bénéficiaires RSA	11	59	+5,4	-10,4
DELD	24	69	-19,8	-22,2
TH	9	23	-34,3	-12,2
résidents QPV	8	31	-13,9	+3,5
résidents ZRR	s	s	nd	-29,5
éducation nationale	s	s	-20,0	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2025)				
- secteur public	s	s	s	-66,7
- secteur privé	57	57	-13,6	-1,8

* Données arrêtées à la semaine 26
s : secret statistique ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 2023
Côte d'Or	291	1 370	-9,2
Doubs	391	1 789	+2,1
Jura	275	1 120	+7,9
Nièvre	168	725	-9,7
Haute-Saône	156	701	+14,5
Saône-et-Loire	376	1 523	-9,6
Yonne	291	1 408	-9,9
Territoire de Belfort	104	502	+10,6
BFC	2 052	9 138	-2,9

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2025	T2 2024	T2 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	68	-34,4	-42,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	653	-6,9	-6,6
CEJ*	160	-35,4	-11,4
IAE (au 4T 2024)	477	+11,1	-0,8

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 083	+5,2	39 120	+3,9	9 203	+3,8	1 447	+3,3
Doubs	12 687	+2,4	33 650	+2,5	10 163	-1,8	1 587	+7,7
Jura	3 513	+5,0	15 733	+2,9	5 433	-0,7	553	-5,7
Nièvre	5 790	+1,2	13 907	+2,5	6 503	+1,7	723	+5,9
Haute-Saône	4 007	+2,0	15 267	+3,2	6 053	+4,1	840	-2,3
Saône-et-Loire	9 457	-1,2	37 517	+4,6	12 763	+2,4	1 650	-2,6
Yonne	8 710	-0,4	23 320	+3,1	7 707	0,0	1 140	+5,2
Territoire de Belfort	4 140	+1,5	9 697	+2,6	2 807	+6,7	637	+6,1
BFC	58 387	+1,8	188 210	+3,4	60 633	+1,6	8 577	+2,3

* Moyenne trimestrielle.

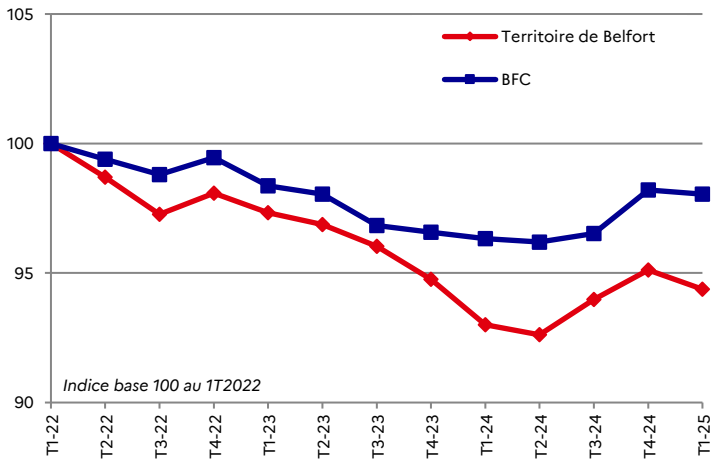
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

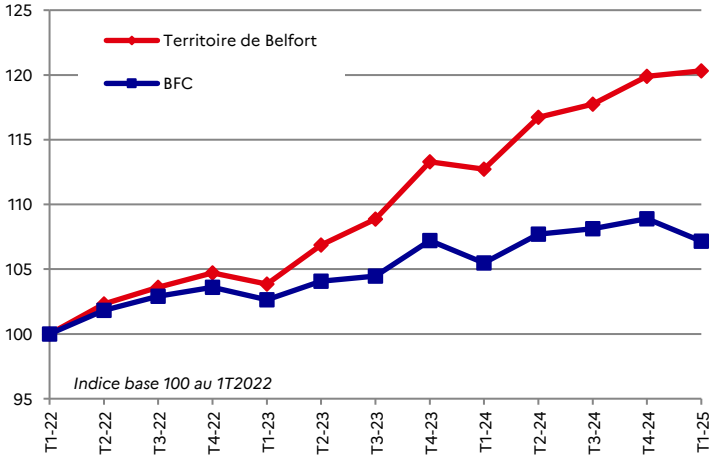
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

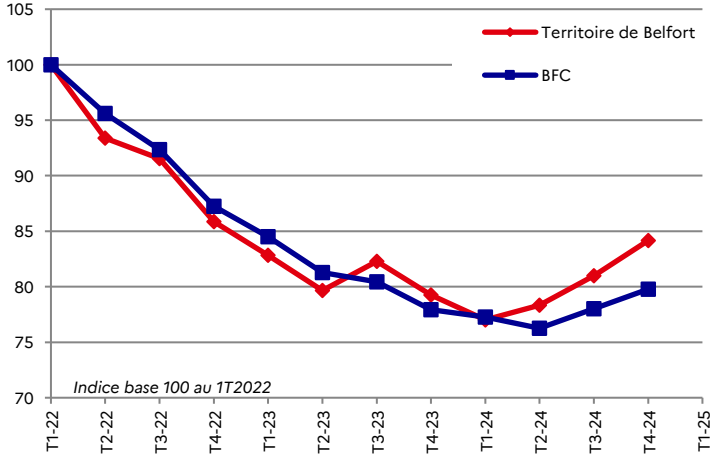
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

